

INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 2 juillet 2014 à 14h00

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, CAUSSE, CHANTRE, COUTURE, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM CASTAINGS et LAJUX

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, DARRIEUX, FAUQUE et VERDIER



Approbation Compte Rendu du Conseil d'Administration du 29 janvier 2014

Exposé des motifs

Vu le Compte rendu du Conseil d'Administration du 29 janvier 2014 annexé à la présente délibération,

Après explications complémentaires des services de l'Institution et en l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

Le Conseil d'Administration approuve le Compte Rendu du Conseil d'Administration du 29 janvier 2014 tel qu'annexé à la présente.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZEP



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

05.58.18.70

Annexe 1

RELEVÉ DE DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29 JANVIER 2014



Le Conseil d'administration régulièrement convoqué, réuni le 29 janvier 2014, Salle Henri Lavielle au Conseil Général des Landes,

Le quorum étant atteint,

Après examen du rapport,

Après explications complémentaires des Services de l'Institution,

Après discussions,

Après avoir pris acte de l'avis des commissions et du Bureau,

Il a été décidé

COMMUNICATIONS

- PLAGEPOMI

- De travailler au niveau technique afin de permettre à l'Institution Adour de répondre aux obligations réglementaires sur ses ouvrages,
- De poursuivre le rôle d'animateur et de facilitateur des démarches de continuité écologique,
- De travailler pour améliorer les problèmes de gouvernance sur ces démarches,
- D'engager des réflexions approfondies sur les opportunités d'équipements portées par des personnes privées et de revenir vers le Conseil avec l'analyse technique,
- De travailler avec les services de l'Etat afin d'harmoniser les réglementations selon les milieux

- Dossier Ousse

- L'Institution Adour s'oppose à la création d'une zone agricole protégée sur la plaine de l'Ousse

I - PROGRAMME D'ACTIONS

1. Ressources

- Echez : étude canal d'Andrest

- De donner un avis favorable sur la proposition d'intervention,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre



- Gestion globale Haut Adour : proposition de mode de gestion

- Monsieur le Président est chargé par délégation du Conseil d'Administration de souscrire le marché d'exploitation des ouvrages du Haut Adour et de récupération des coûts en recourant à la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 56 à 59 du Code des Marchés Publics

- Le marché a pour objet :

- * d'une part la maintenance, la gestion et l'exploitation des équipements installés ou qui vont être installés sur le Haut Adour (Lac Bleu, Gravière de Vic-en-Bigorre, prises d'eau des canaux et stations de mesure),

- * d'autre part l'instauration de contrats de fourniture d'eau avec chaque préleveur, en reprenant les volumes et quotas qui seront attribués par Irrigadour.

L'estimation globale de la prestation du bureau d'études est de 100 000 € HT pour l'année 2014 et de 200 000 € HT par an à compter de 2018 avec la gestion des 10 prises d'eau et des 35 stations du réseau de mesures.

Le marché sera composé d'une tranche ferme pour l'exploitation et la gestion des équipements existants et d'une tranche conditionnelle pour l'exploitation et la gestion des ouvrages à construire ultérieurement.

La durée totale du marché est estimée à 36 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des missions.

Les dépenses seront imputées au budget de l'Institution à l'article suivant : Article 6042

2. Gestion intégrée

- Gouvernance Adour aval

- D'émettre un avis favorable à la poursuite de la démarche engagée à travers l'émergence d'un SAGE et la poursuite du travail sur la mise en place d'outils opérationnels locaux,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération

- SAGE Adour amont : avis de l'Institution Adour

- De donner un avis favorable sur le SAGE Adour amont validé en Commission locale de l'eau du 6 novembre 2013,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte nécessaire à la poursuite du dossier

3. Rivières

- Elaboration de la stratégie locale du TRI de Dax - création et financement d'un poste

- De s'engager dans l'élaboration et l'animation de la stratégie locale sur le territoire de Dax et de collaborer à la définition des stratégies à mettre en œuvre sur le territoire de l'Etablissement Public Territorial de Bassin,
- D'autoriser le Président à solliciter les financements correspondants,



	ANIMATION	ETUDE/COMMUNICATION	TOTAL
Agence de l'Eau Adour Garonne	70 % soit 44 100 €	50 % soit 3 500 €	47 600 € TTC
Collectivités locales	20 % soit 12 600 €	40 % soit 2 800 €	15 400 € TTC
Institution Adour	10 % soit 6 300 €	10 % soit 700 €	7 000 € TTC
TOTAL	63 000 €	7 000 €	70 000 €

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

4. Ajustement des plans de financement des programmes antérieurs

- Louet 2 : marché d'études complémentaires

- De ne pas donner suite à la proposition d'études complémentaires sur la digue aval sur la retenue du Louet 2,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

5. Financement du volet Animation de la Maison de l'Eau

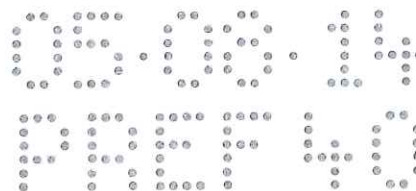
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,

	Montant TTC
Agence de l'Eau	49 500 €
Région	13 500 €
Europe (Leader)	15 000 €
Institution Adour	12 000 €
Total	90 000 €

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

6. Ajustement du programme d'actions 2014 de l'Institution Adour

- D'approuver le projet de Programme 2014, son contenu et son plan de financement,
- D'adopter la répartition des charges générales de fonctionnement par département,
- D'autoriser le Président à solliciter les financements correspondants.



II - AFFAIRES BUDGETAIRES

- Projet de compte administratif 2013

Le projet de compte administratif 2013 fait apparaître globalement :

* En investissement, un montant de réalisation de 3 230 260,95 € en dépenses et de 3 328 086,84 € en recettes avec un excédent reporté de 158 148,77 €, soit un solde positif de 255 974,66 € avec des restes à réaliser de 6 063 646,82 € en dépenses et 6 118 022,62 € en recettes.

* En fonctionnement, un montant de réalisation de 2 225 183,86 € en dépenses et de 2 556 955,45 € en recettes, avec un excédent reporté de 988 300,19 € soit un résultat positif de 1 320 071,78€.

Soit un excédent global de 1 576 046,44 €.

En investissement, ces dépenses traduisent la réalisation de diverses opérations notamment dans le cadre de l'espace de mobilité Gers - Hautes Pyrénées, de travaux sur l'Adour maritime 64 et 40 (Digues Bacheforès à Bayonne, digues de Sainte Marie de Gosse, Digue de Saint Martin de Seignanx), de travaux de protection de Biaudos, ainsi que du lancement du projet du réservoir de la Barne.

En fonctionnement le résultat réel (sans l'excédent reporté, sans les recettes des extracteurs de granulats et sans les participations destinées à être reversé à Irrigadour) est de 6 686,81 €. Ce résultat est en partie dû à un retard dans la perception d'un certain nombre d'aides (Agence de l'Eau Adour Garonne pour le suivi de l'Adour, Europe pour les poissons migrateurs, participations départementales pour les déchets flottants) mais aussi aux charges de gestion sur les réservoirs qui augmentent plus vite que les recettes d'affermages.

- D'approuver le compte administratif 2013 et le compte de gestion correspondant.

- Affectation du résultat

D'approuver l'affectation des résultats comme suit :

Résultat d'investissement 2013	
Solde d'exécution d'investissement 2013 sur compte 001	255 974,66 €
Solde des restes à réaliser nets investissement 2013	54 375,80 €
Résultat de fonctionnement 2013	
Résultat de l'exercice	331 771,59 €
Résultat antérieur reporté	988 300,19 €
Résultat à affecter	1 320 071,78 €
AFFECTATION	
En investissement sur compte 1068	373 700€
Report en fonctionnement sur compte 002	946 371,78 €



- Budget primitif 2014

- D'adopter le budget primitif 2014 présenté par nature en investissement par programme pour 11 266 007,54 € et en fonctionnement par chapitre pour 3 799 805,00 € soit un budget global équilibré à 15 065 812,54 €.
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

III - AFFAIRES GENERALES

1. Ressources humaines

- Création d'un poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe à temps complet

- La création d'un emploi d'adjoint administratif 2ème classe à temps complet pour exercer les fonctions de secrétariat de direction,
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

- Régime indemnitaire - actualisation montants IFTS

- D'appliquer les nouveaux montants de référence annuels engendrés par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2012,
- D'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de ces indemnités au budget de la collectivité,
- De décider que les montants votés seront revalorisés selon les mêmes variations et conditions que celles applicables aux agents de l'Etat,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

- Régime indemnitaire - actualisation montants PSR

- D'appliquer les nouveaux montants de référence annuels engendrés par le décret du 18 septembre 2012,
- D'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de ces indemnités au budget de la collectivité,
- De décider que les montants votés seront revalorisés selon les mêmes variations et conditions que celles applicables aux agents de l'Etat,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision



- Renouvellement CAE Gabas

- La prolongation d'un an du contrat d'accompagnement dans l'emploi d'Agent d'entretien et de surveillance sur le site du réservoir du Gabas,
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision,
- D'autoriser le Président à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi

- Création emploi chargé de mission SAGE Adour amont

- La création d'un emploi de chargé de mission Sage Adour Amont relevant du cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux
- Le responsable de ce poste sera recruté pour une durée de 8 mois, qui pourra être renouvelée, et sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 35 heures et rémunéré sur la grille d'Ingénieur Territorial. Sur nécessités de service, l'agent pourra être amené à effectuer des heures supplémentaires
- L'agent sera chargé de suivre la procédure de validation du SAGE Adour Amont jusqu'à l'obtention de l'arrêté d'approbation
- Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est Bac+4 avec une formation dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'eau, de l'agronomie et/ou de l'environnement (milieux et usages)
- Cet emploi de nature non pérenne pourra être occupé par un contractuel dans les conditions fixées par le décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisé
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

- Création emploi chargé de mission SAGE Adour aval

- La création d'un emploi de chargé de mission Sage Adour Aval et projets territoriaux relevant du cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux.
- Le responsable de ce poste sera recruté pour une durée de 1 an, qui pourra éventuellement être renouvelée, et sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de 35 heures et rémunéré sur la grille d'Ingénieur Territorial. Sur nécessités de service, l'agent pourra être amené à effectuer des heures supplémentaires
- L'agent sera chargé d'engager formellement la mise en place du SAGE Adour Aval et de travailler en parallèle sur la faisabilité et la mise en place de démarches opérationnelles locales
- Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est Bac+4 avec des connaissances affirmées en écologie des milieux aquatiques et hydrobiologie; chimie de l'eau, hydrologie, hydrogéologie, géographie physique; assainissement et aménagement du territoire
- Cet emploi de nature non pérenne pourra être occupé par un contractuel dans les conditions fixées par le décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisé
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision



- Création emploi chargé de mission TRI Dax

- La création d'un emploi de chargé de mission Territoire à Risque Important d'Inondations relevant du cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux
- Le responsable de ce poste sera recruté pour une durée de 1 an, qui pourra éventuellement être renouvelé, et sera astreint à une durée hebdomadaire de travail de (35H) et rémunéré sur la grille d'Ingénieur Territorial. Sur nécessités de service, l'agent pourra être amené à effectuer des heures supplémentaires
- L'agent sera chargé sur le territoire de l'EPTB et notamment sur le secteur de Dax de la mise en œuvre de la déclinaison de la directive Inondations du 23 octobre 2007 telle que transposée en droit français par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et son décret d'application du 2 mars 2011
- Cet emploi de nature non pérenne pourra être occupé par un contractuel dans les conditions fixées par le décret n°88-145 du 15 février 1988 susvisé
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

2. Conventions et marchés

- Petits lac Tailluret : principe de valorisation hydraulique - exploitation - avenant à la DSP Midouze

- D'approuver les nouvelles dispositions et d'autoriser monsieur le Président ou son représentant à souscrire l'avenant n°1 à la convention de délégation de la gestion des aménagements du bassin de la Midouze.

- Site de Bordères - convention de gestion Institution/cdc Pays Grenadois

- Monsieur le Président, ou son représentant, est chargé par délégation du Conseil d'Administration de signer la convention de partenariat pour l'utilisation du site naturel des Saligues de l'Adour avec la Communauté de communes du Pays Grenadois

- Convention pour les usages halieutiques des réservoirs de Charros et Tailluret

- Monsieur le Président, ou son représentant, est chargé par délégation du Conseil d'Administration de signer la convention pour le droit de pêche et de passage en domaine privé sur les réservoirs de Charros et de Tailluret avec la Fédération de Pêche des Landes et la Fédération de Pêche du Gers

- Création de stock foncier pour les projets de Mondebat et Tailluret

- De procéder aux acquisitions foncières suivantes :
- Dans le cadre de l'opération Mondebat:
- Acquisition des parcelles des Consorts COURREGES à Couloumé-Mondebat, pour une surface totale de 45ha 20a 54ca, pour un prix de 241 425,29 € (frais compris)

- Acquisition des parcelles des Consorts TULISSI à Couloumé-Mondebat pour une surface totale de 3ha 65a 84ca, pour un prix de 34 789,70 € (frais compris)
- Dans le cadre de l'opération de Tailluret :
- Acquisition des parcelles des Consorts LAFARGUE à Labastide d'Armagnac pour une surface totale de 18ha 81a 45ca, pour un prix de 144 984,51 € (frais compris)
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer les actes afférents à la mise en œuvre de la présente délibération,
- De dire que cette délibération abroge et remplace celle du 16 octobre 2013 ayant le même objet,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les partenaires et à mobiliser les financements nécessaires, le cas échéant.

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Jean-Claude DUZER